

également près de 1,200 emplois directs dans les trois provinces et plus de 5,000 emplois indirects dans les secteurs de la fabrication des machines, des engrais, des produits chimiques et des services.

Le Canada est le seul pays parmi les quelque 41 pays industrialisés à ne pas protéger son industrie sucrière. Quatre-vingt-cinq p. 100 du sucre du monde se négocie à des prix établis par les gouvernements des pays producteurs. Le prix canadien est fixé en fonction des 15 p. 100 qui représentent les excédents mondiaux. Même si cela profite aux consommateurs, au prix actuel de quatre cents la livre, on doit se rappeler ce qui pourrait survenir si le prix revenait à son niveau de 1975, à savoir 83 cents américains la livre. Il faut adopter une politique qui protège les consommateurs lorsque les prix sont élevés et permette en même temps de soutenir notre industrie lorsque le cours mondial est temporairement très bas.

A l'heure actuelle, notre seule véritable mesure de protection réside dans le fait que notre production nationale équivaut à 12 p. 100 de la consommation. Si la situation devait changer, nous serions dépendants à 100 p. 100 des grandes sociétés multinationales et des gouvernements étrangers pour obtenir cet aliment de base pour les Canadiens. Si cette industrie disparaît, ce sera à jamais, car les frais d'établissement sont élevés.

Le temps presse. La récolte de 1985 doit être plantée maintenant et les producteurs ont besoin d'aide, pour produire la récolte de cette année, et il serait bon que le gouvernement envisage d'adopter une politique sucrière nationale.

M. le Président: Je regrette d'aviser le député que son temps de parole est écoulé.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA SUPPLIQUE D'ENFANTS DE PARSONS POND (T.-N.)

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, j'ai reçu récemment des lettres des enfants de Parsons Pond, dans ma circonscription de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe.

Parsons Pond est une petite localité rurale de la grande péninsule du nord de Terre-Neuve. Comme ceux d'autres localités de la même région, les habitants de Parsons Pond doivent se passer de bon nombre des services jugés normaux dans des villes comme Ottawa. Je veux parler de l'eau potable, du système d'égout, des routes asphaltées, de loisirs pour les jeunes et, bien entendu, d'occasions d'emploi suffisantes pour tous les habitants de la localité.

Ces problèmes sont toujours présents à l'esprit des habitants de Parsons Pond, mais ce n'est pas à propos de cela que dix enfants de la localité m'ont écrit. Si vous me le permettez, je voudrais citer un passage d'une de leurs lettres:

Monsieur,

La destruction nucléaire peut sembler une éventualité bien lointaine pour un étudiant de Parsons Pond mais elle peut cependant se présenter. Je vous prie de tout faire pour garantir que le gouvernement du Canada s'efforcera d'empêcher une guerre globale. Nous voulons vivre pour devenir des adultes.

Merci,
Brent Caines

Nous sommes les arcs dont sont tirées les flèches vivantes que sont nos enfants. Pour assurer que leur vie sera longue et enrichissante, nous devons éviter de participer au jeu mortel des armes nucléaires. Que le Canada réponde donc «jamais» au

lieu de «peut-être» à l'invitation des États-Unis de participer à la mise au point du bouclier de l'espace.

* * *

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

LE PAIEMENT ANNONCÉ

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, le 7 avril, le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) a annoncé le plus important paiement de l'histoire du Fonds de stabilisation du grain de l'Ouest. La région des Prairies débordait de joie. Les agriculteurs, à cours d'argent, étaient sur le point de rentabiliser de façon acceptable leur investissement.

J'ai été plutôt déçu, toutefois, de voir qu'il a été à peine question de cette déclaration dans les principaux organes d'information. Il nous faut informer les journalistes assis au-dessus de vous et derrière vous, monsieur le Président, lesquels sont responsables de notre objectivité, et de leur rappeler qu'il importe de parler dans leurs articles du plus important secteur du monde: l'agriculture.

On a remarqué en Alberta que les journalistes sont généralement absents de l'Assemblée législative durant les débats concernant l'agriculture.

En Afrique, où la malnutrition et la famine font des ravages, aucun gouvernement n'accorde la moindre priorité à l'agriculture. Il est regrettable de constater qu'aucun pays du monde ne place l'agriculture en tête de liste de ses priorités. Les populations mondiales en sont arrivées à penser que l'agriculture manque d'intérêt. Et pourtant, tous les jours, 40,000 enfants de moins de 5 ans meurent de la famine.

La science et le commerce de la production alimentaire constituent un enjeu palpitant et exigeant. Doug Fisher pourrait sans doute se remuer un peu plus pour défendre l'agriculture. Et je me demande, pour le simple plaisir de parler, bien entendu, où se trouve Mike Duffy lorsqu'il faut défendre la production alimentaire? Je tiens à dire à ces importants journalistes que de nombreuses régions du monde aimeraient avoir droit à une part du gâteau.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE NOMBRE DE CHÔMEURS AU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Lorsque ce dernier a remporté les élections le 4 septembre, il y avait au Canada 1.385 million de chômeurs. Sept mois et onze jours plus tard, il y en a 1.450 million. Pourquoi les chômeurs sont-ils plus nombreux maintenant que le jour où il a remporté les élections?